

Gestion des services publics locaux au Bénin : analyse et enjeux

Gbènoukpo Modeste Arnaud DEDEHOUANOU

Docteur de l'Ecole Doctorale des Sciences Economiques et de Gestion
Assistant de recherche en Sciences Economiques au Cefred/UAC/Bénin

Enseignant Chercheur à l'Université de Parakou/Bénin

Spécialiste en Finance/ESG-UQAM

gbenoukpo1@yahoo.fr

Tel :00 229 97 47 04 30

Résumé

Cet article examine à travers un modèle de théorie des contrats incomplets l'efficacité de chacun des modes de gestion des biens publics notamment le partenariat public-privé de type anglo-saxon, la délégation de service public, et la gestion publique. Tout en intégrant la variable corruption, les résultats issus de l'analyse de ce modèle montrent que le rôle de l'autorité publique varie de manière importante dans chacune de ces structures organisationnelles et mettent en exergue les conditions dans lesquelles chacune de ces structures organisationnelles se révèle plus efficace que les autres.

Key Words : Partenariat Public Privé-Délégation-services publics

J.E.L. Classification : H41, P35

Abstract

This article examines, through a model of incomplete contract theory, the effectiveness of each of the modes of public asset management, in particular Anglo-Saxon public-private partnership, public service delegation, and public management. While integrating the corruption variable, the results from the analysis of this model show that the role of public authority varies significantly in each of these organizational structures and highlights the conditions under which each of these organizational structures Reveals more effective than others.

Key Words : Partenariat Public Privé-Délégation-services publics

J.E.L. Classification : H41, P35

INTRODUCTION

Il n'est plus un secret qu'aujourd'hui, l'Etat et les collectivités locales doivent gérer une mission sur laquelle des contradictions pourraient naître : l'augmentation des missions de service public à l'heure du vote de la loi sur le Partenariat-Public-Privé d'une part et le durcissement des contraintes budgétaires d'autre part. Concilier ce mouvement dual justifie une réflexion sur les modes de gestion des services publics, et en particulier sur le rôle respectif du secteur privé et des autorités publiques dans cette gestion.

Cet article se propose de faire une analyse comparative de l'efficacité de trois structures organisationnelles rencontrées dans le cadre des services publics locaux au Bénin : la gestion directe, le partenariat public-privé de type anglo-saxon, et la délégation de service public, telle qu'elle peut être pratiquée en France notamment.

L'ancrage théorique utilisée est celle des contrats incomplets (Grossman et Hart [1986], Hart et Moore [1990], Hart [1995]), et plus précisément l'approche développée par Hart, Shleifer et Vishny [1997]. En effet, de nombreux aspects de la qualité du service peuvent difficilement être contractualisés ex ante, ce qui justifie l'hypothèse d'incomplétude des contrats de gestion des services publics¹. La théorie des contrats incomplets offre alors un cadre d'étude rigoureux pour comprendre ces accords. L'apport de cet article est de confronter les spécificités du modèle français de gestion des services publics aux autres formes de délégation, en montrant ainsi que le cadre juridique (Common Law ou Civil Law) dans lequel prennent place. Cet accord est un élément essentiel pour apprécier l'efficacité de ces structures. Cet article intègre une nouveauté notamment la variable corruption qui constitue un facteur essentiel de sous développement dans les pays du tiers monde notamment au Bénin.

La première partie de cet article présente sommairement les services publics locaux et leur mode de gestion, la deuxième vise à présenter un modèle permettant de déterminer l'efficacité globale générée par chacune des structures organisationnelles ci-dessus citées en présence ou non de la corruption et enfin la dernière analyse les résultats de recherche assortis de recommandations.

¹ Par ailleurs, si les contrats étaient complets, l'autorité publique pourrait contractualiser l'ensemble des caractéristiques de la mission à réaliser, et les problèmes incitatifs seraient identiques, que les agents en charge de sa réalisation soient privés ou publics.

1-La gestion des services publics locaux : une revue de littérature

Les services publics locaux sont définis comme l'ensemble des missions d'intérêt général a la charge d'une collectivité publique territoriale. Il s'agit d'un ensemble varie, comprenant entre autres l'hygiène et la protection de l'environnement (distribution publique d'eau potable, assainissement des eaux usées, collecte et traitement des déchets,...), les réseaux de chauffage urbain, les transports urbains, certaines activités sanitaires et sociales, les activités culturelles, sportives ou économiques (halles, expositions, services touristiques...). La gestion de ces services peut être déléguée au secteur privé en France, comme l'illustre la figure 1. Le droit public français, à l'instar de celui de nombreux pays de droit romain, permet en effet de recourir a divers modes de gestion déléguée, marqués par une forte présence de l'autorité publique délégante. Diverses formules (contrats de concession, d'affermage, de gérance,...) permettent de répartir différemment la prise en charge des investissements entre les parties, la durée du contrat, ou encore les modalités de rémunération du délégataire. Tous sont des contrats administratifs, dont le recours ne peut se réaliser que devant des tribunaux administratifs. L'autorité délégante dispose alors d'un pouvoir unilatéral de résiliation du contrat, pouvant être exercé même en absence de faute, pour motif d'intérêt public, dont elle doit prouver l'existence et la nature³. Elle dispose également d'un droit de modification unilatérale du contrat, sous motif d'intérêt public, et sous réserve d'en compenser les effets.

Le recours à la gestion déléguée est également fréquent dans les pays anglo saxons, mais ceux-ci se caractérisent par un assez grand pragmatisme, une quasi absence d'autonomie du droit administratif, et une certaine prévalence du contrat sur les régies générales (Auby [1997]). On ne retrouve donc pas dans leurs contrats de partenariats de principes génériques équivalents aux prérogatives du droit public français. Ces contrats prévoient de confier a un partenaire privé une ou plusieurs missions de conception, construction, maintenance, et entretien d'un équipement, qui est généralement a restituer gratuitement a la fin du contrat. Le partenaire privé dispose le plus souvent librement des droits rattachés a cette propriété sans prérogatives unilatérales de l'autorité publique. Ainsi, selon le cadre institutionnel de référence, le rôle de l'autorité publique délégante est très différent, ce que le modèle suivant propose de formaliser.

2-Le modèle

Soit un service ou une infrastructure gérée par un manager unique, privé ou fonctionnaire, noté M. On considère que l'autorité publique, notée G, reflète les intérêts des usagers/clients. G et M peuvent écrire des contrats de long terme caractérisant certains aspects du bien ou service à fournir, et notamment son prix PO, qui est le revenu lié au contrat dans le cadre d'une gestion privée, ou le salaire du fonctionnaire dans le cas d'une gestion publique. Des contingences non prévues ex ante peuvent émerger et nécessiter des modifications du service ou de l'infrastructure. Le manager peut alors suggérer des investissements supplémentaires au cours de l'exécution du contrat pour améliorer la qualité du service, ou en réduire les coûts d'exploitation. Des renégociations ex post ont alors lieu. Suite à ces modifications, le service objet de la délégation procure un bénéfice B à la société, et un coût C pour le manager.

On note par ailleurs

-e : le montant de l'investissement nécessaire à la réduction des coûts d'exploitation ;

- i : le montant des investissements nécessaires pour améliorer la qualité du service ;

-B : le bénéfice retiré par la société du service tel que $B=B_0-b(e)-\beta(i)$ où $b(e)$ représente les dommages sur le bien être du fait de l'investissement e, c'est-à-dire l'effet adverse sur la qualité de la réduction du coût d'exploitation non contractualisable et $\beta(i)$ représente l'impact positif sur la qualité du service de l'investissement i, net des coûts supplémentaires engendrés. β_0 est une constante positive représentant le surplus social initial du au projet d'infrastructure indépendamment des montants investis.

-C représente le coût supporté par le manager tel que $C=C_0-c(e)$ où C_0 est une constante positive représentant l'économie réalisée sur les coûts d'exploitation lorsque l'exploitant réalise un investissement de type « e ». Les dépenses d'investissement « e » et « i » du manager doivent être ajouté à C(.) pour obtenir la fonction des coûts totaux de M.

On ne prendra pas ici les éléments liés au taux d'actualisation pour éviter le caractère assez complexe du modèle. On formulera des hypothèses standards sur la convexité versus la concavité et la monotonicité de b, c et β .

$$\begin{array}{lll}
 c(0) = 0 & & \beta(0) = 0 \\
 c'(0) = \infty & & \beta'(0) = \infty \\
 b(0) = 0 & c' \geq 0 & \beta' \succ 0 \\
 b' \geq 0 & c'' < 0 & \beta'' < 0 \\
 b'' \geq 0 & \text{et} & c'(\infty) = 0 \\
 & & \beta'(\infty) = 0
 \end{array}$$

Les hypothèses $c' - b' \geq 0$ et $\beta' \geq 0$ indiquent que la réduction de la qualité due à une innovation de coûts ne surpasse pas la réduction de coût, de même l'augmentation de coût due à un investissement de qualité ne surpasse pas cette amélioration du bien être qu'elle entraîne².

i , e , B et C sont observables à la fois par G et M mais non vérifiables et ne font pas l'objet d'un contrat exécutoire. Les investissements envisagés sont essentiellement des investissements en capital humain. G et M sont par ailleurs en relation de dépendance dans la mesure où il n'existe pas une infrastructure pour assurer le service public en question et que G est le seul acheteur de ce service.

En supposant que le seuil maximal de corruption au Bénin connu de tous avoisine les 20%³ du montant des investissements, nous allons intégrer plus loin dans la fonction d'utilité du manager qui d'ailleurs est conscient de cette pratique un facteur qui affectera « e » et « i ». Ce facteur est noté $1 + 0,2\delta$. Si $\delta = 0$, nous sommes dans un monde parfait sans corruption et s'il est égal à 1, la corruption aura certainement un effet sur l'efficacité du système de gestion.

Les trois (3) modes de gestion sont les suivants :

- le premier correspond au Partenariat Public Privé anglo saxon appelé ici gestion privée⁴. le manager reçoit les droits de propriété et les droits résiduels de contrôles attachés. Il décide de la mise en œuvre des investissements non prévus initialement dans le contrat sans intervention de l'autorité publique. Il a alors intérêt à réduire les coûts d'exploitation car il en récupère directement le

² Ceci est une hypothèse forte déjà formulée dans Hart, Shleifer et Vishny [1997] mais se justifie pour de nombreux services publics locaux, où l'effet adverse sur la qualité de la réduction des coûts d'exploitation est considéré comme relativement faible

³ Norme au-delà duquel le marché sera voué à l'échec

⁴ Bien que ce type de gestion soit une gestion déléguée puisque le partenaire privé reçoit les droits de propriété pour une période limitée dans le temps, elle sera ici nommée ici « privatisation », en référence au terme anglais privatization employé dans ce cadre (Lopez de Silanes-Shleifer-Vishny [1997]).

bénéfice, mais il est peu incité à améliorer la qualité du service car il n'a pas de rémunération directe prévue pour cela. Il peut toutefois demander une renégociation du contrat à l'autorité publique pour réaliser les investissements de qualité et recevoir une partie du surplus ainsi créé. Il s'agira d'une renégociation de type Nash où le surplus est partagé pour moitié entre les deux parties ;

- le second cas envisagé est la délégation du service public. Le partenaire privé reçoit également les droits résiduels de contrôle du service et a donc la possibilité de mettre en œuvre les investissements non prévus ex-anté. De la même manière que dans le 1^{er} cas, il demande une renégociation pour investir dans la qualité du service. Toutefois, lorsqu'il décide de mettre en œuvre des investissements visant à réduire les coûts d'exploitation, l'autorité publique peut imposer unilatéralement des renégociations soit $c(e)$ ⁵ ;

- Le dernier cas examiné correspond à la gestion publique du service public. Les droits de propriété et les droits résiduels de contrôle sont alors affectés à l'autorité publique. Des lors, le manager public s'aperçoit des possibilités d'investissements mais, n'étant pas propriétaire, il ne peut en retirer aucun bénéfice direct et ne peut pas négocier une part du surplus⁶. Toutefois, certains investissements sont conditionnés à la personne même du manager⁷, ce qui lui confère alors un pouvoir de négociation. On note alors λ (avec $0 < \lambda < 1$) la proportion des investissements non prévus ex ante qui ne peut être atteinte sans lui⁸, et pour laquelle il peut donc négocier une part du surplus ainsi généré.

Le jeu se déroule en trois étapes :

En $t = 0$, M et G écrivent le contrat et choisissent la structure de propriété.

En $t = 1/2$, M détermine le montant des investissements « e » et « i ».

⁵ Non seulement l'autorité publique dans le cadre de contrats administratifs français peut unilatéralement imposer des renégociations, mais elle peut aussi menacer de déchéance, c'est-à-dire de rupture unilatéral du contrat, ce qui lui confère un fort pouvoir de renégociation. Celle-ci se base alors sur les gains $c(e)$ et non sur l'effet net $[c(e) - b(e)]$

⁶ S'il exige de l'autorité publique une part du surplus, celle-ci peut le remplacer par un autre fonctionnaire qu'elle mandatera pour la mise en œuvre des investissements. Il n'a donc pas a priori de pouvoir de négociation, en tant qu'« exécutant » de l'autorité publique

⁷ Il s'agit en effet d'investissements observables mais non vérifiables, comme ceux de capital humain.

⁸ Ainsi, lorsque $\lambda = 1$, le manager public s'avère totalement irremplaçable. Il peut alors négocier avec l'autorité publique de telle sorte que les gains dégagés par le surplus des investissements lui reviennent pour moitié. Au contraire, si ce coefficient est nul, l'identité du manager public n'a aucune importance pour la réalisation de ces investissements et il ne peut bénéficier d'aucune partie du surplus.

En $t = 1$, des renégociations ont lieu pour déterminer le montant réel des investissements réalisés, c'est-à-dire une fois que les parties ont appris la nature des améliorations potentielles de qualité ou les réductions de coûts possibles

Afin de comparer les résultats obtenus dans chacun des cas envisagés, il convient de définir une situation de référence, celle des niveaux d'investissements atteints si les contrats étaient complets. Il s'agit alors de maximiser le surplus total: $\text{Max } [BO - b(e) + \beta(i) - CO + c(e) - e - i]$ conduisant aux niveaux optimaux e^* et i^* définis alors par : $-b'(e^*) + c'(e^*) = 1$ et $\beta'(i) = 1$.

Déterminons maintenant les niveaux d'investissements atteints dans chacun des trois modes de gestion présentés.

2-1-Gestion du service public par un manager privé

Le cas suivant examine la situation où un manager privé détient les droits résiduels de contrôle du service, et l'autorité publique ne dispose pas de pouvoirs unilatéraux de renégociation. Le manager renégocie donc le contrat avec l'autorité publique afin de mettre en œuvre l'investissement de qualité. Cette négociation va prendre la forme d'un processus de Nash, conduisant au partage pour moitié des bénéfices $\beta(i)$ liés à cet investissement. Par ailleurs, le manager investit pour réduire les coûts d'exploitation, ce qui entraîne un effet adverse sur le bien-être des usagers. Les fonctions d'utilité deviennent alors :

- pour l'autorité publique : $UE = -PO + BO - b(e) + 1/2 \beta(i)$
- et pour le manager privé : $UM = PO - CO + c(e) + 1/2 \beta(i) - e - i$.

$$UM_{cor} = PO - CO + c(e) + 1/2 \beta(i) - (1 + 0,2\delta)(e + i).$$

La maximisation de la fonction d'utilité du manager en « e » et « i » donne les niveaux d'investissements atteints dans cette structure organisationnelle, soient $c'(e_1) = 1$ et $1/2 \beta'(i_1) = 1$. L'investissement en « i » est ainsi plus faible qu'en première car $1/2 \beta'(i) < \beta'(i)$, alors que l'incitation à réduire les coûts d'exploitation est plus forte puisque $c'(e) > c'(e) - b'(e)$ du fait des hypothèses précédentes. On a donc $e_1 > e^*$ et $i_1 < i^*$. On détermine alors le surplus $S1$ total généré correspondant à la somme des utilités. Ce surplus est égal à :

$$S1 = BO - CO - b(e_1) + c(e_1) + \beta(i) - e_1 - i_1$$

Lorsque les effets de corruption interviennent, nous avons $c'(e_1) - 0,2\delta = 1$ et $1/2 \beta'(i) - 0,2\delta = 1$. Le bénéfice marginal tiré de l'investissement reste encore plus faible qu'il ne l'a été précédemment à cause des effets de corruption notamment le facteur $0,2\delta$. L'incitation à réduire les coûts d'exploitation diminue

et cela pourrait ne plus exister si $c'(e) \rightarrow 0,2\delta$. Dans ce cas, $e_1 < e^*$ et $i_1 < i^*$. La corruption aura un effet négatif sur le surplus généré par ces investissements additionnels. Ce surplus $S1'$ total généré est égal :

$$S1 = B0 - C0 - b(e_1) + c(e_1) + \beta(i) - (1+0,2\delta)(e_1+i_1)$$

Ce raisonnement est maintenant appliqué à la gestion déléguée

2-2-Gestion déléguée du service public

De manière identique au cas précédent, le manager reçoit la détention (temporaire) des droits résiduels de contrôle. Il négocie comme précédemment la réalisation des investissements visant à améliorer la qualité du service. La situation sera toutefois différente dans le cas des investissements de réduction des coûts d'exploitation. Lorsque le partenaire privé décide de leur mise en œuvre, l'autorité publique peut imposer une renégociation du contrat afin de profiter elle aussi des gains réalisés par le manager et non prévus ex ante. Des lors, la renégociation de type Nash ne portera plus seulement sur les investissements de qualité, mais aussi sur les économies de coûts d'exploitation réalisées, qui seront partagées. La fonction d'utilité du manager devient alors :

$$UM = PO - CO + 1/2 c(e) + 1/2 \beta(i) - e - i.$$

$$UM_{cor} = PO - CO + 1/2 c(e) + 1/2 \beta(i) - (1+0,2\delta)(e+i).$$

En maximisant cette fonction en chacun de ces arguments, on obtient les niveaux d'investissements « e » et « i » tels que $1/2 c'(e_2) = 1$ et $1/2 \beta'(i_2) = 1$

L'incitation à investir dans la réduction des coûts d'exploitation est donc ici inférieure au niveau obtenu dans le cas précédent. On a en effet $1/2c'(e) < c'(e)$. Cependant, son positionnement par rapport au niveau optimal est indéterminé. En effet, lorsque $1/2c'(e) > b'(e)$, alors $e_1 > e^* > e_2$, mais, dans le cas inverse, le niveau des investissements en réduction des coûts d'exploitation atteint devient sur-optimal.

Ainsi, deux cas sont à distinguer :

- Lorsque le service délégué nécessite des investissements en réduction des coûts d'exploitation à faibles effets adverses de telle sorte que $1/2c'(e) > b'(e)$, alors $e_1 > e^* > e_2$,

- Lorsque ces effets adverses sont tels que $1/2c'(e) < b'(e)$, alors $e_1 > e_2 > e^*$.

Les niveaux d'investissements dans la qualité sont identiques au cas précédent: $i^* > i_1 = i_2$

Le surplus total $S2$ généré dans ce cas est alors égal à la somme des utilités :

$$S2 = B0 - C0 - b(e_2) + c(e_2) + \beta(i_2) - e_2 - i_2.$$

Dans le cas où le manger intègre la corruption, on a $1/2 c'(e_2) - 0,2\delta = 1$ et $1/2 \beta'(i_2) - 0,2\delta = 1$

L'incitation à investir dans la réduction des coûts d'exploitation est davantage plus faible qu'elle n'en était car $1/2 c'(e_2) - 0,2\delta \ll c'(e)$. Le positionnement par rapport au niveau optimal reste toujours indéterminé. En effet, lorsque $1/2 c'(e) > 1/2 c'(e_2) - 0,2\delta > b'(e)$ alors $e_1 > e_1' > e^* > e_2$, mais, dans le cas inverse, le niveau des investissements en réduction des coûts d'exploitation atteint devient comme dans le cas précédent plus que sur-optimal. Tout investissement additionnel sera inhibé par les effets de la corruption. Le surplus $S2'$ dégagé pour le partage sera réduit à :

$$S2' = B0 - C0 - b(e_2') + c(e_2') + \beta(i_2') - (1+0,2\delta) (e_2' - i_2').$$

2-3-Gestion par un manager public

Il s'agit maintenant d'examiner les cas où les droits de propriété et les droits résiduels de contrôle sont affectés à l'autorité publique. Le manager public (fonctionnaire) ne peut négocier qu'une part λ du surplus créée par les investissements non prévus ex ante, dont la réalisation est conditionnée à sa personne. Les fonctions d'utilité de l'Etat et du manager deviennent:

$$UE = -P0 + B0 + (1 - 1/2\lambda) \beta(i) + c(e) - b(e) \quad \text{et}$$

$$UM = P0 + 1/2\lambda \beta(i) + c(e) - b(e) - e - i - C0$$

$$UM_{cor} = P0 + 1/2\lambda \beta(i) + c(e) - b(e) - (1+0,2\delta) (e - i) - C0$$

La maximisation de la fonction d'utilité du manager en chacun de ses arguments donne alors les niveaux d'investissements, e_3 et i_3 tels que : $1/2\lambda (-b'(e_3) + c'(e_3)) = 1$ et $1/2\lambda \beta(i_3) = 1$.

Les niveaux d'investissements atteints sont alors inférieurs aux cas précédents. De même, on remarque toujours que $e^* > e_3$, puisque $c'(e) - b'(e) \geq \lambda(c'(e) - b'(e))$, et $i^* > i_1 = i_2 > i_3$ du fait du coefficient λ . La solution publique est donc celle qui engendre les incitations les plus faibles. Le surplus général $S3$ lié à un management public est alors égal à:

$$S3 = B0 - C0 - b(e_3) + c(e_3) + \beta(i_3) - e_3 - i_3.$$

Les niveaux d'investissements, e_3' et i_3' correspondant à l'utilité du manger corrompu est tel que $1/2\lambda (-b'(e_3) + c'(e_3)) = 1+0,2\delta$ soit $1/2\lambda (-b'(e_3) + c'(e_3)) - 0,2\delta = 1$ et $1/2\lambda \beta(i_3) = 1+0,2\delta$ soit $1/2\lambda \beta(i_3) - 0,2\delta = 1$. Les niveaux d'investissements atteints sont davantage plus faibles voire nul que s'il n'y avait pas la corruption. Le fonctionnaire manager à priori ne serait plus inciter à faire

des investissements nouveaux. Mais puisque les fruits de cette corruption vont directement dans son portefeuille, il n'a pas souci du bien être des populations et va donc végéter dans ce spiral dont les conséquences sont néfastes pour l'Autorité Publique.

Le surplus $S3'$ dégagé est :

$$S3 = B0 - C0 - b(e_{3'}) + c(e_{3'}) + \beta(i_{3'}) - (1+0,2\delta)(e_{3'} + i_{3'})$$

3-Analyse et Discussions

La structure de propriété optimale sera déterminée par les montants d'investissements « e » et « i » qui maximisent le surplus global. Les résultats précédents suggèrent que deux cas doivent être distingués, suivant l'importance de l'effet adverse causé par l'investissement en réduction des coûts d'exploitation. Celui-ci est en effet toujours positif puisque $b'(e) > 0$ par hypothèse, et varie jusqu'à $c'(e)$, puisque $c'(e) - b'(e) > 0$, ce qui implique $c'(e) > b'(e)$.

3-1-Cas ou l'effet adverse de la réduction des coûts d'exploitation est faible

Lorsque les dommages infligés par les investissements en réduction des coûts d'exploitation sont relativement faibles, de sorte que $1/2c'(e) > b'(e) > 0$, nous avons, d'après ce qui précède :

$$e_1 \geq e^* \geq e_2 \text{ et } i^* \geq i_1 = i_2 \geq i_3$$

Ainsi, le choix de la structure de propriété optimale s'établit dans ce cas entre la propriété privée et la délégation de service public. Les investissements en réduction des coûts d'exploitation déterminent alors l'arbitrage à effectuer, puisque les incitations concernant les investissements de qualité sont identiques pour chaque structure. Pour savoir quelle forme organisationnelle préconisée, il faut déterminer si un sur-investissement relatif est préférable à un sous-investissement relatif en « e ». Pour cela, il faut tenir compte de l'importance de l'effet adverse corollaire à cet investissement.

Si $b'(e) \rightarrow 0$, alors, $(c'(e) - b'(e)) \rightarrow c'(e)$, ce qui signifie que le niveau optimal d'investissement tend à s'approcher du niveau atteint dans une structure de propriété privée. Ainsi, ce type de propriété sera préférable. Si au contraire, $b'(e) > 1/2c'(e)$ alors, $(c'(e) - b'(e)) \rightarrow 1/2c'(e)$, et la délégation de service public

devient préférable à la propriété privée. Puisque $1/2 c'(e) > b'(e) > 0$, la limite entre les deux types d'organisations se fera autour de la valeur $1/4 c'(e)$.

3-2-Cas ou l'effet adverse de la réduction des coûts d'exploitation est élevé

Lorsque les dommages causés par l'effet adverse de la réduction des coûts d'exploitation sont relativement élevés, de telle sorte que $1/2c'(e) < b'(e) < c'(e)$, les résultats précédents montrent que

$$e_1 \leq e_2 \leq e^* \leq e_3 \quad \text{et} \quad i^* \leq i_1 = i_2 \leq i_3$$

À incitations $\beta'(i)$ égales, la délégation de service public limite la trop forte incitation à investir pour réduire les coûts d'exploitation, et donc l'effet adverse lié. Toutefois, la discussion portera ici sur le choix entre cette structure et la propriété publique.

-lorsque $b'(e)$ est plus proche de $1/2c'(e)$ que de $c'(e)$, alors on se trouve dans un cas similaire au dernier cas précédent lorsque l'effet adverse était faible. La gestion déléguée avec pouvoir unilatéral de renégociation de l'autorité publique s'avère donc préférable ;

-Lorsque $b'(e)$ prend une valeur supérieure à $3/4c'(e)$, c'est-à-dire lorsque $(c'(e) - b'(e)) \rightarrow 0$, alors le niveau d'incitation à investir dans la réduction des coûts d'exploitation induit par la propriété publique, $\lambda(c'(e) - b'(e))$, est plus proche du niveau optimal que le niveau $1/2c'(e)$ atteint en délégation de service public. Toutefois, cela ne suffit pas à conclure que la propriété publique est plus efficace dans ce cas-là que les autres structures, puisqu'elle entraîne aussi de plus faibles incitations à investir dans la qualité.

Ainsi, la gestion publique est préférable, seulement lorsque ce type d'investissement est négligeable, soit $\beta'(i) \rightarrow 0$, mais lorsque $c'(e) - b'(e) + \beta'(i) \rightarrow \beta'(i)$ avec $\beta'(i) > 0$, alors, la délégation de service public est plus efficace car elle induit des incitations à investir dans la qualité supérieure et qui surpassent le dommage provoqué par la sur-incitation à investir dans la réduction des coûts d'exploitation.

4--Recommandations

Au regard de ces analyses des recommandations suivantes peuvent être émises :

- lorsque $0 < b'(e) \leq 1/4c'(e)$, le transfert du service à un : gestionnaire privé est préférable aux autres structures, et lorsque $1/4c'(e) < b'(e) < 1/2c'(e)$, alors la délégation de services publics avec pouvoirs unilatéraux de l'autorité publique s'avère plus efficace.

-lorsque $1/2 c'(e) < b'(e) < 3/4 c'(e)$, la délégation de services publics conférant un pouvoir unilatéral à l'autorité publique est préférable aux autres structures organisationnelles.

-lorsque $3/4c'(e) < b'(e) < c'(e)$, la propriété publique est préférable que lorsque l'efficacité du service en question est peu déterminé par les investissements de qualité. Dans le cas contraire, la délégation de service public permet de nouveau de fournir de plus grandes incitations à investir dans la qualité, qui peuvent compenser le dommage du a la sur-incitation à investir dans la réduction des coûts d'exploitation.-

-lorsque δ est proche de 1, la gestion publique de type partenariat public privé est préférable qu'une de délégation de service publique : il est donc important de l'intégrer dans le cas du Bénin quand l'on sait que la corruption est présente dans toutes les chaînes des dépenses publiques et dont l'éradication semble confrontée à de sérieux obstacles.

CONCLUSION

Conféré à une autorité publique un ensemble de pouvoirs unilatéraux au sein d'un partenariat public-privé, à l'image des délégations de service public pratiquées en France, permet de disposer d'un mode de gestion des services publics efficace lorsque la réduction des coûts d'exploitation comporte un niveau intermédiaire d'effets adverses sur la qualité, ou lorsque cet effet est élevé mais la qualité du service représente un enjeu important. En effet, on bénéficie alors des incitations du secteur privé à investir dans la qualité, tout en limitant les effets adverses des réductions des coûts d'exploitation, du fait du pouvoir unilatéral de renégociation de l'autorité publique.

Une gestion privée, proche des pratiques anglo-saxonnes de délégation, est préférable si l'effet adverse de la réduction des coûts d'exploitation sur la qualité est très faible, puisque la sur-incitation à investir est peu dommageable dans ce cas.

Enfin, si ces effets sont au contraire très élevés et si la qualité du service représente un faible enjeu de la mission de service public, une gestion publique est plus efficace.

Les résultats de cette étude montrent les effets négatifs que la corruption peut avoir sur l'un ou l'autre des systèmes de gestion publics et invitent à une prise de conscience effective à l'heure où l'économie béninoise doit tirer fort des avantages d'un partenariat public privé qui est resté pendant très longtemps dans les tiroirs de l'Assemblée nationale. Les résultats de ce modèle invitent à un prolongement, en relâchant notamment l'hypothèse de bienveillance de l'autorité publique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Auby J.-F. [1997], La délégation de service public, Paris, Dalloz.

Grossman S.J., Hart O.D. [1986], «The Costs and Benefits of Ownership: a Theory of Vertical Integration» , Journal of Political Economy, 94, p. 691-719.

HartO.D., Schleifer A. et VishnyR. [1997], «The Proper Scope of Government: Theory and Application to Prisons », Quarterly Journal of Economics, 112, p. 1127-1161.

Hart O.D. [1995], MOORE J. [1990], « Property rights and the Nature of the Firm», Journal of Political Economy, 98, p. 1119-1158.

HartO.D. [1995], « Firms, Contracts and Financial Structure», Clarendon Lectures in Economics, Oxford, University Press.

LAFFONT J.-J., TIROLE J. [1993], «A Theory of Incentives in Regulation and Procurement», Cambridge (Mass.), MIT Press.

LOPEZ DE SILANES F., SHLEIFER A., VISHNY R.W. [1997], «Privatization in the United States» , Rand Journal of Economics, automne.